

Russie : WhatsApp et Telegram victimes de l'obsession du contrôle

Description

Contraints de quitter les applications WhatsApp et Telegram, les citoyens russes sont poussés, presque de force, à rejoindre l'application nationale Max. Cette contrainte, justifiée par les autorités comme une nécessité sécuritaire, constitue en réalité un levier de contrôle de la population. Soucieuses d'éviter toute forme de contestation du régime, les autorités russes continuent ainsi à resserrer l'étau.

Au cours du mois d'octobre 2025, de nombreux citoyens russes ont fait face à des problèmes d'accès aux messageries *Telegram* et *WhatsApp*, objets de restrictions nationales de plus en plus nombreuses. Depuis le mois de juin, ces deux applications sont en effet dans le viseur du Roskomnadzor, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse. Depuis 2022, la Russie s'est concrètement attelée à la tâche de mettre en place un écosystème numérique de plus en plus fermé, afin de mieux contrôler l'information et, par conséquent, l'opinion publique.



De l'ouverture à la répression : le tournant numérique russe

Pour comprendre les métamorphoses en cours en Russie dans le champ numérique, il est essentiel de revenir aux fondements de la question, centrale, de la diffusion de l'information. Elle constitue en effet le principal levier d'action du gouvernement russe en la matière.

En décembre 1991, le président Boris Eltsine promulgue la loi relative aux médias de masse, marquant le cours libéral que semble alors vouloir prendre le pays, après la dissolution de l'Union soviétique : cette loi supprime la censure, autorise les médias privés et instaure des droits pour les journalistes. Elle maintient néanmoins quelques restrictions : son article 3 précise par exemple que la liberté d'information peut être limitée en cas de divulgation de secrets d'État ou de justification du terrorisme. Depuis, cette loi toujours en vigueur a été enrichie de nouveaux motifs de limitation.

Le faible accès à Internet explique en partie l'absence de restrictions réelles à l'époque : avant le développement des médias en ligne, contrôler les cœurs et les esprits était plus simple. En 2002, selon les données de l'Union internationale des télécommunications, 10 % seulement de la population russe avait accès au réseau. Les relations entre la Russie et les pays occidentaux connaissaient alors un véritable dégel, nourri par l'espoir d'une nouvelle ère et de l'émergence d'une « nouvelle Russie ». Les discours des élites politiques laissaient entrevoir un souffle libéral et une volonté de coopération – une illusion rapidement dissipée. Le début des années 2000 atteste de bouleversements fondamentaux, avec les révolutions de couleur en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirgizistan (2005). V. Poutine y voit une menace de contagion libérale susceptible de déstabiliser l'idéologie politique en Russie. Le mouvement s'accélère en 2011 lorsque, à décembre après les élections législatives, la population russe descend dans la rue pour dénoncer des fraudes massives. Cette « révolution blanche », comme l'a qualifiée alors l'opposant Boris Nemtsov, a rassemblé 120 000 personnes à Moscou, grâce aux appels diffusés en ligne. Or, ce mode de communication n'a pas échappé aux autorités russes. V. Poutine accuse alors les pays occidentaux d'encourager ce mouvement mais fait également procéder à une importante réforme de la loi relative aux médias de masse de 1991, à laquelle sont apportées de notables restrictions : les publications en ligne sont dès lors assimilées aux médias de masse, ce qui permet de placer leur contrôle sous l'autorité de Roskomnadzor. C'est le début de l'ère du renfermement numérique.

Cette dynamique se renforce en décembre 2013 avec la révolution de Maïdan en Ukraine, perçue par le gouvernement russe comme une menace potentielle. Ainsi, le 17 décembre, une nouvelle loi vient apporter des modifications

supplémentaires à une loi de 2006 relative à l'information, aux technologies de l'information et à la protection de l'information. L'objectif principal est de permettre au Procureur général d'ordonner le blocage de sites web publant des appels à des manifestations publiques non autorisées et à des activités dites extrémistes. Ces restrictions interviennent dans le contexte de l'annexion illégale de la Crimée et du début du conflit dans le Donbass ukrainien.

En 2014, une nouvelle modification impose aux propriétaires de pages web ou de blogs de s'enregistrer auprès des autorités. Cet enregistrement est soumis à l'engagement par ces personnes de diffuser des informations jugées « fiables » et de coopérer avec les forces de l'ordre en conservant les données personnelles des internautes.

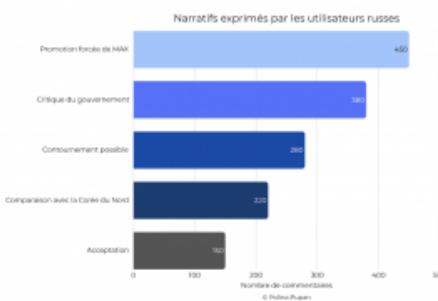
Le contrôle de l'information en Russie passe une étape supplémentaire en 2022, lorsque le gouvernement russe déclenche l'invasion à grande échelle de l'Ukraine : le 21 mars 2022, le Tribunal de district de Tver à Moscou déclare la société Meta (ex-Facebook) « extrémiste » et interdit par conséquent son utilisation sur le territoire russe. En 2023, des modifications sont apportées au Code pénal russe, notamment à son article 280.3 sur l'interdiction de discréditer les actions des Forces armées russes qui agissent dans les intérêts de la Fédération de Russie. Enfin, en septembre 2025 entre en vigueur la loi sur l'interdiction de recherche sur Internet d'informations à caractère « extrémiste ». Ce contexte éclaire les restrictions croissantes ciblant désormais WhatsApp et Telegram.

WhatsApp et Telegram dans le viseur de Roskomnadzor : entre pratique et réactions

En mai 2025, lors d'une réunion avec les représentants des milieux d'affaires russes, Vladimir Poutine approuve une liste des mesures à mettre en place. Parmi celles-ci figurent les restrictions complémentaires sur l'utilisation de logiciels, y compris les services de communication, produits par des États étrangers inamicaux. Le 13 août 2025, Roskomnadzor annonce un « blocage partiel » de WhatsApp et Telegram, jamais clairement défini mais se traduisant par le brouillage des appels. La justification énoncée par les autorités en est que ces messageries sont devenues des foyers de terroristes et d'escrocs. Un retour à la normale est conditionné au respect de la législation russe et à une coopération avec les forces de l'ordre. Or, dans un pays où désormais 94 % de la population a accès à Internet, ces messageries sont devenues essentielles : selon le service russe de veille médiatique [Mediascope](#), elles représentent près de la moitié du temps de connexion mobile en Russie. En octobre 2025, WhatsApp enregistrait plus de 100 millions d'usagers à travers le pays.

En octobre 2025, les brouillages se multiplient, touchant particulièrement les régions du sud du pays, accessoirement les plus exposées aux opérations hybrides et conventionnelles ukrainiennes et, à ce titre, particulièrement sous tension. Le 31 octobre, le média en ligne [Durov's Kod](#) (pour mémoire, Pavel Durov est le co-fondateur de VKontakte et de Telegram) révèle qu'il est désormais impossible de créer des comptes pour de nouveaux utilisateurs de WhatsApp et Telegram, les opérateurs ayant reçu l'ordre de bloquer les SMS contenant les codes de confirmation. En 2024 déjà, l'accès à l'application Discord et à la messagerie Viber avait été restreint pour les utilisateurs russes, à nouveau au motif de propagation de narratifs terroristes et extrémistes.

Les dernières mesures prises ont provoqué le mécontentement des utilisateurs, qui se sont notamment exprimés sur Telegram, comme le montre l'analyse de 2 000 commentaires sous les publications de différentes chaînes Telegram.



Narratifs dominants des utilisateurs russes face à l'éviction de WhatsApp et Telegram (analyse et graphique réalisés par Polina Pupan).

Plusieurs internautes manifestent leur inquiétude et comparant la situation en Russie à celle de la Corée du Nord, certains affirmant que « *Bientôt, il ne sera plus permis de voyager à l'étranger.* » D'autres conseillent des solutions de contournement, telles que l'achat des cartes-SIM étrangères ou l'utilisation de numéros virtuels, qui à la différence des numéros classiques ne sont liés à aucune ligne téléphonique. Enfin, certains adoptent un ton

moqueur pour exprimer leur lassitude : « *On endure, on endure, et on va continuer à endurer* » (« *Terpim, terpim i ehtchio poterpim* »).



Tonalité des réactions des utilisateurs russes à la restriction de WhatsApp et Telegram (analyse et graphique réalisés par Polina Pupan).

MAX, plus de possibilités et moins de libertés

fuite massive de données personnelles et de pannes récurrentes de ces applications, sans mentionner toutefois le rôle de Roskomnadzor.

Désormais, le gouvernement russe affirme avoir trouvé une solution pour protéger ses citoyens des messageries dangereuses, en proposant une application développée en Russie. En mars 2025, la société VKontakte a ainsi annoncé le lancement de la plateforme numérique nationale MAX. En juin, V. Poutine a ordonné de soutenir le développement de celle-ci et d'y intégrer des services publics et financiers. Selon les informations officielles, la nouvelle application permettrait d'apposer une signature électronique sur des documents et de transmettre des informations personnelles à partir d'un système unique d'identification et d'authentification. Depuis l'automne, l'installation préalable de MAX sur les nouveaux téléphones avant leur mise en vente est devenue obligatoire.

Les actions de l'État russe pour promouvoir sa messagerie ne se limitent pas aux appels sur Telegram invitant les usagers à adopter la plateforme nationale pour plus de sécurité. Elles s'accompagnent aussi de déclarations sur la puissance numérique russe. Sergueï Kirienko, premier adjoint au Chef de l'administration présidentielle russe, estime que la Russie dispose désormais de la souveraineté numérique, comparable à celle des États-Unis et de la Chine. Certains spécialistes étrangers en informatique installés en Russie, comme Jozef Schutzman, font également la promotion de Max : ce catholique traditionnel américain installé en Russie depuis 2023 pour raisons idéologiques affirme que la plateforme russe pourrait constituer une véritable alternative à Telegram et WhatsApp en Europe et aux États-Unis.

Enfin, le gouvernement russe adopte une technique de contrainte « douce ». Par exemple, les immeubles résidentiels ont été obligés de créer des chats entre résidents via MAX avant la fin de 2025. D'autres mesures, moins publicisées, illustrent également cette dynamique : ainsi, les étudiants d'un CAP cuisine de Voronej ont été menacés par la direction de ne pas être admis à l'examen final s'ils refusaient de télécharger l'application Max. Une situation similaire s'est produite dans un établissement supérieur d'Ekaterinbourg, où, selon la chaîne Telegram d'opposition Prosleduet Media, des étudiants ayant refusé d'installer la messagerie ont été contraints de rédiger une lettre de désistement.

Les mesures étatiques allant à l'encontre de la liberté d'expression et d'information, en s'avérant de plus en plus strictes, attestent bien de la détérioration rapide de la situation en Russie. La possible disparition forcée des messageries populaires au profit de l'application nationale imposée évoque de plus en plus une réalité orwellienne, où chacun peut être surveillé.

Vignette : Application Telegram (Copyright : Pixabay).

* Polina Pupan est étudiante en Master 2 de Relations internationales à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), spécialisée sur la zone ex-soviétique.

Pour citer cet article : Polina PUPAN (2026), « Russie : WhatsApp et Telegram victimes de l'obsession du contrôle », *Regard sur l'Est*, 19 janvier.

DOI

10.5281/zenodo.18299500

[Retour en haut de page](#)**date créée**

19/01/2026

Champs de Méta**Auteur-article :** Polina Pupan*